



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Vendredi 26 juillet 2013
Numéro 388

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

Le Liban sur l'étagère saoudienne en attendant que la bataille soit tranchée en Syrie

An Nahar (proche du 14-Mars)

L'ambassadeuse de l'Europe dialogue avec l'aile politique du Hezbollah. Prorogation lundi pour Kahwaji et le chef d'état-major

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

Quel destin attend l'Égypte aujourd'hui?

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

Le procès-verbal de la rencontre Fneich-Eichhorst

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

L'Europe appuie son accusation en publiant les photos des suspects de l'attentat de Bourgas

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

UE-Hezbollah: le dialogue de sourds

Al Balad (quotidien libanais indépendant)

Le Hezbollah fait face à la décision européenne: elle ne passera pas facilement

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

Égypte: Duel sur les places entre le maréchal et le guide

L'événement

Marathon diplomatique européen dans la banlieue sud

L'Europe semble empêtrée dans ses contradictions après sa décision d'inscrire "l'aile militaire" du Hezbollah sur sa liste des organisations terroristes. La chef de la Délégation de l'Union européenne (UE) à Beyrouth, Angelina Eichhorst, s'est livrée, jeudi, à un véritable marathon dans la banlieue sud, passant d'un responsable du Hezbollah à un autre, pour tenter de justifier la mesure européenne et réaffirmer sa volonté de poursuivre le "dialogue politique" avec le parti. Elle a rencontré le responsable des Relations internationales, Ammar Moussaoui, puis le ministre du développement administratif, Mohammad Fneich, et devrait rencontrer, lundi, le ministre de l'Agriculture, Hussein Hajj Hassan.

Pour tenter d'atténuer l'impact de la décision européenne, Mme Eichhorst s'est prononcée en faveur d'un gouvernement comprenant «tous les partis politiques». Mais ces gestes de bonne volonté n'ont pas atténué la réaction des responsables du Hezbollah, qui n'ont pas mâché leurs mots devant la diplomate (voir par ailleurs). M. Moussaoui a qualifié d'«insulte pour le peuple libanais et certaines pays arabes» la décision européenne. «Le Hezbollah considère que cette décision est une insulte pour le peuple libanais parce qu'elle fait l'amalgame entre résistance et terrorisme», a-t-il déclaré.

«Vous ne pouvez pas condamner d'une main puis tendre l'autre pour serrer la nôtre», a-t-il lancé, avant d'indiquer que cette décision «ne changera rien aux actions et à la politique du Hezbollah». M. Moussaoui a ensuite insisté sur le fait qu'elle «aura des conséquences et ne restera pas sans suites», en affirmant qu'il a demandé à l'ambassadeur de transmettre aux responsables européens l'appel du Hezbollah à la réviser leur mesure. «Nous lui avons fait part de notre refus absolu de cette décision qui nuira aux relations libano-européennes et qui ne servira en rien l'Europe, d'autant qu'elle est le fruit de diktats israélo-américains. La preuve est que Benjamin Netanyahu s'est empressé de la considérer comme une réalisation diplomatique israélienne sans qu'aucun responsable européen ne réagisse pour lui demander de ne pas se mêler de cette affaire», a-t-il dit.

M. Moussaoui s'est moqué de la distinction établie par l'UE entre les ailes politique et militaire de son parti. «C'est son affaire. Certains ont dû l'inventer pour répondre à des calculs déterminés, sinon tout le monde sait que le Hezbollah est une même entité avec un même commandement où les militaires et les politiques sont les mêmes», a-t-il dit. Il a également rejeté les accusations adressées à son parti dans l'affaire de l'attentat de Bourgas, en Bulgarie. «Tout comme l'affaire de la liste des organisations terroristes, il s'agit d'une manipulation qu'il faut situer dans le cadre des mêmes pressions politiques», a commenté M. Moussaoui.

Mme Eichhorst a pour sa part répondu aux commentaires formulés mercredi par le secrétaire général du Hezbollah, Sayyed Hassan Nasrallah, en affirmant la décision de l'UE «ne justifie en aucun cas une action ou une attaque quelconque d'un État, même pas Israël», contre le Liban.

L'envoyé spécial du ministre belge des Affaires étrangères pour les affaires syriennes, Marc Otte, avait commenté, jeudi, la décision européenne affirmant que "rien n'empêche de poursuivre nos relations avec les composantes politiques au Liban, y compris le Hezbollah". Le diplomate avait également rencontré M. Moussaoui, avant de se réunir au ministre des Affaires étrangères, Adnane Mansour.

Al Joumhouria

Selon des sources sûres, dès le début de la rencontre, jeudi, entre le ministre du Développement administratif, Mohammad Fneich, et la chef de la Délégation de l'Union européenne au Liban, Angelina Eichhorst, le ministre du Hezbollah a dit à son interlocutrice: "Vous avez devancé la justice bulgare et vous avez émis votre verdict et votre sanction. Comment voulez-vous, ensuite, que nous ayons confiance dans votre justice et celle de la Bulgarie. Vous avez adopté l'accusation qu'Israël a lancé contre le Hezbollah le jour de l'attentat, sans même attendre la décision de la justice bulgare. Deuxièmement, vous condamnez la Résistance pour ce qu'elle a fait pour le Liban, là où vous avez échoué à faire quoi que ce soit. Vous avez fourni à Israël une couverture pour faire face à toute action qu'il jugera terroriste. Pendant la guerre de juillet 2006, Israël a commis tous ses massacres sous la bannière de la résolution 1559. Maintenant, il pourrait récidiver en prenant la décision européenne comme nouveau prétexte." Et M. Fneich de poursuivre: "Nous sommes étonnés que l'Union européenne, qui dispose d'une présence dans notre tissu social, prenne une telle décision, à un moment où nous étions sur le point de tourner une page de notre mémoire pleine de préjudices commis par l'Occident; à un moment où nous avons fait preuve d'ouverture dans le but de trouver un terrain d'entente basé sur des intérêts communs. Avec cette décision, vous avez torpillé tout ce que nous tentions de construire ensemble et vous nous avez ramené en arrière, à l'image de l'Occident hostile et partial pour le compte d'Israël. Vous savez que le Liban traverse actuellement une crise et le processus de formation du gouvernement est bloqué à cause de certaines forces politiques libanaises qui veulent isoler le Hezbollah. A travers votre décision, vous avez versé des arguments à leur discours et vous avez contribué à entraver la formation du cabinet, ce qui menace la stabilité interne. Il vous est demandé de revenir sur cette décision et de réparer les dommages que vous avez provoqué aux intérêts des Libanais."

Mme Eichhorst est intervenue pour expliquer la position de l'UE, qui poursuivra son soutien au gouvernement libanais et continuera de respecter les accords conclus. Elle a qualifié la décision de l'UE de politique, estimant qu'elle n'aura pas un grand impact sur les intérêts du Liban. M. Fneich l'a alors interrompu: "Vous reconnaissez donc que l'accusation est politique et ne repose sur aucune fondement matériel". La diplomate européenne a répondu: "Nous respectons la Résistance au Liban et la décision de l'UE ne l'empêche pas de défendre la souveraineté du pays si elle est victime d'une quelconque agression, car personne ne la blâmera si Israël commet une agression contre le Liban". M. Fneich a conclu en déclarant: "Nous apprécions ces intentions louables, mais excusez moi de vous dire qu'elle ne correspondent pas à la décision européenne et à ses conséquences. Nous sommes fiers de nos réalisations. La Résistance est, pour nous, ce qu'il y a de plus précieux et de plus noble".

As Safir

Ghaseb al-Moukhtar, journaliste libanais proche du 8-Mars

L'Europe n'était pas obligée de prendre la mesure précipitée et déséquilibrée d'inscrire le Hezbollah sur sa liste des organisations terroristes, pour ensuite s'employer à justifier son comportement non réfléchi, en demandant au Hezbollah de le digérer et de ne pas avoir de réactions négatives, sous prétexte qu'elle ne rompra pas la relation politique avec lui. La réponse du Hezbollah était la suivante: "Où sont vos preuves? Et qu'advient-il si nous décidons de ne pas avoir de contacts politiques avec vous, ou si la présumée "aile militaire" du parti décidait de ne plus coopérer avec les forces de la Finul au Liban-Sud?"

Mme Eichhorst a été obligée de visiter la banlieue sud de Beyrouth, fief de la présumée "aile militaire". Elle s'est déplacée dans les ruelles de cette région sans la moindre crainte et sans que son convoi ne soit inquiété par la population acquise à la cause de la Résistance. Les responsables du parti ont senti que la diplomate n'était pas convaincu de la décision de l'UE, car elle manque de fondements.

Al Akhbar

Le Palestinien Ali Abdel Wahed (30 ans), garde du corps du cheikh Ahmad al-Assir et l'un des participants à la bataille de Abra, arrêté jeudi à l'aéroport de Beyrouth, est l'un des suspects dans la tentative d'assassinat du général Michel Aoun lors du passage de son convoi alors qu'il se rendait de Jezzine à Beyrouth le périphérique Est de Saïda, il y a moins d'un an. Ali Abdel Wahed s'est rendu il y a trois jours dans une agence de voyage à Saïda et a acheté un billet d'avion pour l'Égypte. La section des renseignements militaires au Liban-Sud a obtenu le numéro du billet acheté et l'a communiqué aux services de sécurité à l'aéroport pour qu'il soit arrêté. C'est ainsi que la prise la plus précieuse depuis les incidents de Abra est tombée entre les mains de l'Armée libanaise. Il a probablement quitté le périmètre de sécurité de Abara avant la fin des combats en compagnie d'Assir, de l'ex-chanteur Fadel Chaker. Il était sans doute avec Assir dans sa cachette.

ILS ONT DIT...

Nabil Qaouq, vice-président du Conseil exécutif du Hezbollah

“Le Hezbollah ne changera pas de position en Syrie, tout comme il ne stoppera pas ses préparatifs en armement pour faire face à Israël.

Ziad Assouad, député du CPL

“La décision européenne n’a aucune valeur et aucun fondement. Elle est d’autant plus inapplicable qu’elle distingue entre deux choses qu’il est impossible de séparer, les branches militaire et politique. Le 14-Mars applaudi à une décision qui ne peut être exécutée.

Farid el-Khazen, député du CPL

“Après la décision européenne, il est désormais impossible d’écarter le Hezbollah du gouvernement. Si le Hezbollah n’était pas intervenu dans la guerre en Syrie, la bataille suivante aurait certainement eu lieu à Baalbeck ou à Ersal.

Abdel Amir Kaban, vice-président du Conseil chiite

“Ceux qui nous accusent de terrorisme devraient cesser de nous défier. Ils devraient traiter avec nous avec politesse et par la voie du dialogue.

Dory Chamoun, député du Chouf (14-Mars)

“L’Europe est libre de prendre les décisions qu’elle juge opportunes, mais il est regrettable que cette décision touche un parti qui, qu’on le veuille ou pas, fait partie du Liban. Le comportement du Hezbollah se répercute négativement sur le Liban et les Libanais. Ces derniers vont connaître encore plus d’humiliations dans les aéroports du monde.

Aoun contre la prorogation du mandat de Kahwaji

Le chef du Courant patriotique libre (CPL), le général Michel Aoun, a mis en garde vendredi contre la prorogation du mandat du commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwagi, et du chef d'état-major, le général Walid Selmane. "Une telle décision serait non seulement anticonstitutionnelle, mais nuirait au moral des troupes", a affirmé le général Aoun lors d'un point de presse à Rabié. "Il y a beaucoup de militaires qui sont qualifiés pour la direction de l'armée. Pourquoi insistent-ils à violer les lois?", a-t-il ajouté.

Armes libyennes pour les "Frères" égyptiens

Les gardes-frontières égyptiens ont saisi jeudi un gros lot d'armes de contrebande en provenance de Libye, rapportent les médias égyptiens. Un camion transportant 54 fusils d'assaut, 48 chargeurs et plus de 22000 cartouches a essayé de passer le poste-frontière égyptien de Salum, dans le nord-ouest du pays. Les armes seraient destinées à l'organisation égyptienne Frères musulmans, selon une source policière citée par les médias. Début juillet, une vague de manifestations anti-gouvernementales a entraîné la destitution et l'arrestation du président égyptien Mohamed Morsi, issu du mouvement des Frères musulmans. Le président déchu est actuellement détenu dans un site militaire égyptien. Des affrontements entre pro et anti-Morsi continuent dans le pays.

An Nahar

Tony Frangié, journaliste libanais indépendant

L'activité politique intense des derniers temps à Dimane laisse penser qu'une nouvelle rencontre des chefs chrétiens est en préparation au siège d'été du patriarcat maronite. Mais rien n'est encore dit. Les milieux du patriarcat se contentent de dire qu'ils fixent un rendez-vous à tous ceux qui souhaitent rencontrer le patriarche Béchara Raï, car les portes de Dimane ne sont fermées devant personne (...). Si les circonstances sont propices, Mgr Raï n'hésitera pas à inviter les chefs de file chrétiens à une réunion, voire à organiser des assises élargies. Mais le patriarche n'est pas disposé à adresser une invitation si les résultats seront semblables aux précédentes rencontres, comme lors du projet de la loi électorale orthodoxe et les joutes verbales entre les chefs maronites qui ont suivies. Aussi, les idées continuent-elles à être rassemblées et examinées, et lorsque Mgr Raï jugera que les choses sont presque mûres, il n'épargnera aucun effort pour aplanir les obstacles restant avant d'adresser une invitation.

Nezavissimaïa gazeta (Quotidien russe)

Alors que l'image des puissances mondiales influentes au Moyen-Orient se détériore, les USA et la Russie cherchent à réaffirmer leurs positions dans cette région.

Washington se penche sur la réconciliation entre la Palestine et Israël. Moscou opte pour l'Iran et son problème nucléaire, au sujet duquel le président Vladimir Poutine se rendra à Téhéran en août prochain. Le succès de leurs démarches rétablirait le leadership du Kremlin et de la Maison blanche dans la région.

"Si rien ne changeait en Iran d'ici septembre ou octobre, je soumettrais au congrès un projet de résolution permettant d'employer la force militaire contre ce pays, pour qu'il arrête de fabriquer la bombe nucléaire", a déclaré le sénateur républicain Lindsey Graham. Et d'ajouter: "Le seul moyen de persuader l'Iran d'arrêter son programme nucléaire est de lui expliquer clairement que nous l'anéantirons." Peu de politiciens américains soutiennent Graham: la présidentielle iranienne a été récemment remportée par le réformateur Hassan Rohani, qui a promis pendant sa campagne de changer la politique iranienne vis-à-vis des Etats-Unis et de chercher des compromis sur le programme nucléaire.

Les six médiateurs chargés du problème nucléaire iranien attendent avec impatience la nomination du nouveau négociateur iranien pour relancer les pourparlers et obtenir des résultats concrets. Son nom sera annoncé après l'investiture de Rohani les 3 et 4 août. Vladimir Poutine se rendra ensuite en Iran les 12 et 13 août. Selon les sources diplomatiques russes, le président russe pourrait arriver par la mer et la rencontre au sommet se tiendrait dans le port d'Anzali, en mer Caspienne. Il visitera également les provinces iraniennes au bord de cette mer: Gilan et l'Azerbaïdjan oriental. L'heure est aujourd'hui à la préparation de l'ordre du jour, qui devrait inclure des sujets internationaux, régionaux et bilatéraux. Selon les sources iraniennes, Téhéran est préoccupé avant tout par les questions internationales (le programme nucléaire) et régionales (la crise syrienne). Les relations bilatérales seront également évoquées, comme les perspectives d'une nouvelle centrale nucléaire et la coopération militaro-technique pour la vente des missiles russes S-300. L'Iran souligne qu'il n'existe toujours aucune entente sur l'ordre du jour et que la visite pourrait être reportée. De plus, le nouveau gouvernement iranien pourrait voir le jour après le 4 août, voire après le 12: les candidatures des ministres devront être approuvées par le Parlement. La préparation de la visite doit pourtant être convenue avec l'appareil du président Rohani.

Il est évident que le président russe ne partira pas à l'étranger avant que les documents prévus pour signature ne soient élaborés dans les moindres détails. Les représentants officiels refusent donc de commenter les annonces faites dans la presse russe et iranienne sur la préparation de cette importante visite. "Beaucoup de visites sont en cours de préparation mais elles seront annoncées en temps voulu", a déclaré le porte-parole du président Dmitri Peskov, commentant les communiqués de presse indiquant que Poutine avait l'intention de "sortir de l'impasse" les négociations sur le programme nucléaire lors de son entretien avec Rohani.

L'Iran lui-même semble prêt à plus de souplesse dans les négociations avec la communauté internationale - des signes proviennent régulièrement de Téhéran. Aladdin Boroujerdi, le chef de la commission parlementaire en charge de la politique étrangère et de la sécurité nationale, a récemment déclaré que le président élu créerait une nouvelle atmosphère sur l'arène internationale, qu'il ferait tout pour régler le problème nucléaire et lever les sanctions. Toutefois, il a précisé que Téhéran insistait sur le droit de développer le secteur nucléaire pacifique. Le ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Salehi a confirmé que le pays était prêt à poursuivre les négociations avec les six médiateurs.